



Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 27 septembre 2006

Les Suisses ont de la chance: dans notre pays, les prix des denrées alimentaires sont modérés

Le commerce de détail suisse se plaint une nouvelle fois du niveau élevé des prix en Suisse et du coût de l'agriculture indigène. A tort, en tout cas en ce qui concerne le prix des denrées alimentaires.

Se basant sur une étude, la Communauté d'intérêt du commerce de détail suisse (CI CDS) prétend que les prix sont trop élevés en Suisse. Elle exige que la politique rectifie le cours. Qu'entend-on en fait par des prix «trop élevés»? Si l'on en croit les chiffres publiés dans l'étude, les denrées alimentaires coûteraient 23 % de plus chez nous. A première vue cela paraît effrayant. En y regardant de plus près, on s'aperçoit que ce chiffre pourrait bien accoucher d'une souris. En effet, les Suisses dépensent moins pour les denrées alimentaires que par exemple les Allemands. Ce que l'étude se garde bien de mentionner, c'est le pouvoir d'achat. Selon les dernières comparaisons internationales de l'UBS, le pouvoir d'achat d'un Zurichois est supérieur de 33 % à celui d'un Berlinois, et ce malgré le nombre plus important de discounters en Allemagne. Cette différence s'explique par le fait que les salaires sont plus bas en Allemagne, alors que les impôts y sont plus élevés qu'en Suisse. En comparaison avec le budget à disposition des ménages suisses, les denrées alimentaires ne sont donc aucunement trop chères. C'est même le contraire qui est vrai, puisque les consommateurs suisses bénéficient de produits de grande qualité et à forte valeur ajoutée qui répondent à des exigences particulièrement strictes en matière de protection de l'environnement et des animaux ainsi que de déclaration, sans parler des nombreuses autres dispositions législatives et des labels privés, et ce à des prix absolument concurrentiels.

L'affirmation du commerce de détail comme quoi les prix trop élevés des produits agricoles seraient responsables des dépenses soit disant exagérées pour les denrées alimentaires est également fautive. En tout cas, ce ne sont pas les prix obtenus par les paysans pour leurs produits qui sont en cause. Même s'ils donnaient gratuitement leurs produits, les denrées alimentaires resteraient plus chères en Suisse qu'à l'étranger, la part des matières premières agricoles suisses aux dépenses des consommateurs pour les denrées alimentaires ne s'élevant en effet qu'à 14 %. Au lieu de se servir de l'agriculture comme bouc émissaire, il vaudrait mieux exploiter toutes les possibilités pour faire baisser les coûts au niveau de l'industrie de transformation, du commerce intermédiaire et des structures de commercialisation des grands distributeurs (ce dernier point a été occulté dans l'étude). Ne nous y trompons pas, c'est là qu'il faut agir. Comment expliquer sinon pourquoi les prix à la consommation ont augmenté de 15 % depuis 1990, alors que les prix des matières premières agricoles ont diminué de 25 % au cours de la même période? Il est néanmoins juste de vouloir faire baisser les coûts surfaits avec des lois et des interdictions. Parmi les mesures à prendre, citons l'autorisation des importations parallèles, l'harmonisation de certaines dispositions ou la réduction des entraves techniques au commerce. Sur ces divers points, l'USP soutient entièrement les exigences de la CI CDS.

Une autre étude publiée hier, cette fois par le Forum du commerce international, place la Suisse dans le peloton de tête en ce qui concerne la compétitivité. Pourquoi ne pas plutôt nous réjouir de ce succès au lieu de constamment nous rabaisser?

Renseignements:

Sandra Helfenstein, porte-parole de l'USP, portable 079 726 89 75

Christophe Eggenschwiler, responsable du département Politique et économie de USP, portable 079 344 09 02

www.sbv-usp.ch